

## SOMMAIRE

- 1 **Editorial** : L'espace francophone, un horizon de croissance et de partenariats stratégiques
- 2 **Rencontres** :
  - 2 Le Secteur privé africain prend part au dialogue consultatif de la Banque Africaine de Développement (BAD)
  - 3 La CGECI et la SOGEDI tiennent une réunion sur les Redevances industrielles
- 4 **Activités des Commissions** :
  - 4 Emploi et Relations Sociales : Décryptage des nouvelles réformes de la CNPS pour le Secteur privé
  - 5 Douanes et Intégration Régionale : Les différentes étapes de la contestation de la valeur en douane et du recours au code additionnel OC3
  - 6 Economie et Diversification : Conjoncture du mois de février selon la BCEAO
- 7 **Appui aux Entreprises** :
  - 7 Renforcer les synergies au sein du Secteur privé : Une priorité stratégique pour la CGECI
  - 8 La CGECI et OpEx Africa s'unissent pour booster la compétitivité des entreprises ivoiriennes
  - 9 Accompagnement à l'international : L'Angola, un eldorado d'affaires au cœur de l'Afrique australe
- 10 **Focus sur les membres et partenaires de la CGECI** :
  - 10 Les Journées Techniques Bernabé : Le rendez-vous incontournable des professionnels du BTP, de l'industrie et de l'énergie
  - 11 Global Business Forum 2026 de la WTCA : Les enjeux de la participation de la CGECI
- 12 **Actualités en images** : Trombinoscope des activités de la CGECI

## EDITORIAL

# L'espace francophone : un horizon de croissance et de partenariats stratégiques



**Ahmed CISSÉ**  
Président - CGECI

Du 22 au 27 mars 2026, j'ai eu le privilège, en ma qualité de Président de l'Alliance des Patronats Francophones (APF), de conduire une délégation de trente décideurs de haut niveau, issus de douze pays, lors du premier roadshow économique de l'APF en Europe.

À travers cette itinérance, nous avons parcouru trois places financières majeures – la Belgique, le Luxembourg et la Suisse – avec un triple objectif : renforcer la coopération économique, identifier des relais de croissance inédits et bâtir des partenariats industriels durables.

Parmi les temps forts de cette mission, nos échanges avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ont été particulièrement fructueux. Cette démarche s'inscrit, en effet, en parfaite cohérence avec notre vision stratégique : celle de rapprocher l'APF des grandes institutions financières mondiales, à l'instar de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Société Financière Internationale (SFI) ou encore d'Afreximbank. Par conséquent, notre ambition demeure sans équivoque :

accroître l'accès de nos entreprises aux mécanismes de financement indispensables pour soutenir leur expansion et leur compétitivité à l'échelle internationale.

Il est donc essentiel de rappeler que l'espace économique francophone représente aujourd'hui un marché de 1,2 milliard de personnes qui pèse 16,5 % du PIB mondial. Dès lors, cet ensemble ne doit plus seulement être perçu comme une communauté linguistique, mais comme une véritable aire géographique d'opportunités qu'il nous appartient de structurer ensemble.

D'ailleurs, nous redoublons d'efforts pour que cette « Francophonie économique » soit enfin à la hauteur de son immense potentiel. Dans cette optique, plusieurs initiatives majeures jalonnent l'année, avec pour point d'orgue la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF 2026), qui se tiendra au Cambodge du 14 au 16 novembre prochain.

Dans un monde en pleine mutation, j'exhorte nos chefs d'entreprise à se saisir de toutes les perspectives offertes par ce vaste espace. C'est en bâtissant des synergies fortes et des co-entreprises audacieuses que nous renforcerons notre résilience commune et que nous bâtirons la prospérité de demain.

29-30 OCT 2026

SOFITEL HÔTEL IVOIRE

14<sup>e</sup>  
édition

CGECI Academy 2026



**Thème :**  
**CAPITAL HUMAIN,  
LEVIER STRATÉGIQUE  
POUR L'AFRIQUE**



Dialogue Consultatif sur la Nouvelle Architecture Financière Africaine

# Le Secteur privé africain prend part au dialogue consultatif de la BAD



Le Président de la BAD, Dr Sidi Ould Tah, lors de sa prise de parole

Le Président de la CGECI, M. Ahmed Cissé, a pris part, le 09 avril, au Dialogue Consultatif sur la Nouvelle Architecture Financière Africaine (NAFA), organisé par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire.

Cet Evènement de premier plan visait à repenser le système de financement du développement en Afrique pour mieux mobiliser les 4 000 milliards de dollars d'épargne du Continent.

Lors de cette rencontre internationale, au sein de "Laboratoires de travail" ou groupes de réflexions spécialisées, des représentants de la CGECI, dont Mme Kadidiatou Fadika-Coulibaly, Présidente de la Commission Économie et Diversification, ont apporté leurs contributions aux échanges stratégiques.

L'ensemble des travaux a abouti à la formulation de recommandations clés regroupées dans un document de référence baptisé « Consensus d'Abidjan », lu par le Ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba.

En marge des sessions, le Président Ahmed Cissé, également à la tête de la FOPAO, a échangé avec ses homologues de la FOPAO, réaffirmant la place centrale du Secteur privé ouest-africain dans la construction de cette nouvelle souveraineté financière africaine.



Une vue des participants à la cérémonie de clôture



De la droite vers la gauche, le Président du Patronat burkinabé, Idrissa Nassa, le Président de la CGECI, Ahmed Cissé et le past-Président Jean Kacou Diagou

29-30 OCT 2026 SOFITEL HÔTEL IVOIRE

14<sup>e</sup> édition

Thème :  
**CAPITAL HUMAIN,  
LEVIER STRATÉGIQUE  
POUR L'AFRIQUE**



CGECI Academy 2026

CO-HOST 20<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

SPONSOR LEADER IFC

CGECI "Le Patronat burkinabé"

## Séance de travail sur les redevances industrielles

# La CGECI et la SOGEDI s'accordent sur les grandes orientations



Une photo de famille pour immortaliser la présence des acteurs privés à la séance de travail avec la SOGEDI

Sur invitation de la Société de Gestion des Infrastructures Industrielles (SOGEDI), le Secteur privé ivoirien, représenté par le Directeur Exécutif de la CGECI, Stéphane Aka-Anghui, a pris part à une réunion tenue au siège de la Société d'État. Cette rencontre, initialement prévue pour traiter de la revalorisation de la redevance industrielle à la suite d'un atelier organisé à Jacquelineville en juillet 2025, a finalement porté sur plusieurs points essentiels, dont la révision des redevances sur les anciennes et nouvelles zones industrielles, les droits de la SOGEDI au titre de l'occupation du domaine public et de la publicité, les redevances hors zones industrielles, la question des compensations liées au préfinancement des purges et des amenées primaires effectués par les industriels, ainsi que la représentation du Secteur privé dans la Commission de validation des propositions de mise à disposition des terrains à usage industriel.

Au terme des échanges, plusieurs décisions structurantes ont été arrêtées. Sur la question des redevances applicables aux anciennes zones industrielles, les parties ont convenu de maintenir en l'état les taux actuels pour les PME et pour les industriels opérant dans des secteurs jugés très sensibles. S'agissant des nouvelles zones industrielles, il a été décidé que la SOGEDI fixera une tarification en rapport avec la réalité du marché, en concertation avec le Secteur privé, en fonction du modèle économique retenu pour leur création. Concernant l'occupation du domaine public et la publicité au sein des zones industrielles, les deux parties ont convenu d'inscrire dans la prochaine annexe fiscale le paiement des droits y afférents au profit de la Société d'État. Sur le dossier des redevances hors zones industrielles, un moratoire a été acté dans l'attente de la poursuite des discussions. Quant aux compensations, les parties se sont accordées sur le principe de compenser le préfinancement, autorisé par les administrations compétentes, des purges et amenées primaires effectués par les industriels, les

prélèvements d'autre nature devant être examinés au cas par cas. Enfin, sur la question de la représentation du Secteur privé, la SOGEDI s'est engagée à organiser une nouvelle présentation de sa plateforme digitale afin de s'assurer qu'elle répond pleinement aux préoccupations exprimées.



Le Directeur Général de la SOGEDI, M. Mamadou Diomandé, lors de son intervention devant les acteurs du Secteur privé

 An advertisement for CGECI Academy 2026. It features a group of people in teal business attire, one holding a rolled-up document. The text includes:
 

- CGECI Academy 2026
- 14<sup>e</sup> édition
- 29-30 OCT 2026 - SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- Thème : CAPITAL HUMAIN, LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'AFRIQUE
- CO-HOST: 20 ans Goodwill
- SPONSOR LEADER: IFC EXÉCUTIVE EDUCATION
- CGECI "Le Patronat Ivoirien"

## Emploi et Relations Sociales

# Décryptage des nouvelles réformes de la CNPS pour le Secteur privé



Une vue des panélistes

La Maison de l'Entreprise a accueilli, le 8 avril 2026, une session spéciale des « Matinales de la CGECI » consacrée aux récentes évolutions de la protection sociale en Côte d'Ivoire. Cette plateforme d'échanges a permis aux chefs d'entreprise et directeurs des ressources humaines de s'approprier les nouvelles réformes de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

L'objectif de cette rencontre, organisée par la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), était de clarifier les nouveaux mécanismes de couverture sociale qui impactent directement la gestion du capital humain au sein des entreprises membres. Les experts de la CNPS ont exposé les ajustements techniques portant sur l'assiette de cotisation, les régimes de retraite et les prestations de sécurité sociale.

Pour le Patronat, ces réformes s'inscrivent dans une volonté de moderniser le système de prévoyance ivoirien pour le rendre plus inclusif et adapté aux réalités économiques actuelles. L'accent a notamment été mis sur la viabilité à long terme des régimes et sur l'amélioration du niveau des pensions, un levier jugé essentiel pour garantir la dignité des travailleurs en fin de carrière.

Au-delà des aspects purement techniques, cette Matinale a souligné le rôle moteur du Secteur privé dans la mise en œuvre de ces changements. Les représentants de la CGECI ont rappelé que la performance économique des entreprises est étroitement liée à la qualité de la protection sociale offerte aux collaborateurs. En investissant dans une couverture sociale robuste, les employeurs renforcent non seulement l'attractivité de leurs structures, mais aussi la stabilité du climat social interne.

Les échanges, riches et interactifs, ont permis de lever les zones d'ombre concernant les procédures administratives et les déclarations sociales. Les participants ont plaidé pour une simplification continue des outils digitaux de la CNPS

afin de faciliter la mise en conformité des entreprises.

Cette session des Matinales réaffirme l'engagement de la CGECI, sous l'impulsion de son Président Ahmed Cissé, à accompagner les opérateurs économiques dans la compréhension des enjeux stratégiques liés au cadre réglementaire et social de la Côte d'Ivoire.



Le Directeur Exécutif de la CGECI, lors de son intervention

 A promotional graphic for 'CGECI Academy 2026'. It features three people in teal business attire. The text includes '14<sup>e</sup> édition', '29-30 OCT 2026', 'SOFITEL HÔTEL IVOIRE', and the theme: 'CAPITAL HUMAIN, LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'AFRIQUE'. Logos for 'CO-HOST 20 ans Goodwill', 'SPONSOR LEADER IFCG EXECUTIVE EDUCATION', and 'CGECI Le Patronat Ivoirien' are also present.

## Douanes et Intégration Régionale

# Les différentes étapes de la contestation de la valeur en douane et du recours au code additionnel OC3

## PROCÉDURE DE CONTESTATION DES VALEURS RFCV PAR L'IMPORTATEUR

### Étape 1 : Constat initial

Les valeurs des certificats ou attestations de valeur (RFCV) lors du dédouanement à l'importation sont supérieures à la valeur transactionnelle, et l'importateur souhaite contester ces valeurs retenues par la douane.

### Étape 2 : Soumission de la requête

L'importateur adresse sa requête à la Direction de l'Analyse des Risques du Renseignement et de la Valeur (DARRV), accompagnée des pièces justificatives.

### Étape 3 : Décision de la DARRV

Si la requête est acceptée (il est fait droit) : La DARRV annule le premier RFCV et en émet un nouveau. Fin du processus.

Si la requête est rejetée (il n'est pas fait droit) : Passez à l'étape 4.

### Étape 4 : Options de l'importateur après rejet

#### L'importateur a deux choix :

**Option A :** Accepter la valeur RFCV (malgré la contestation) : Il déclare conformément à cette valeur. Fin du processus.

**Option B :** Déclarer selon la valeur de la facture du fournisseur : Cela entraîne automatiquement la saisine du Comité d'Arbitrage de la Valeur (CAV). Passez à l'étape 5.

### Étape 5 : Validation et garantie

Le commissionnaire de l'importateur valide la déclaration en détail en utilisant le code additionnel OC3 (qui vaut saisine automatique du CAV).

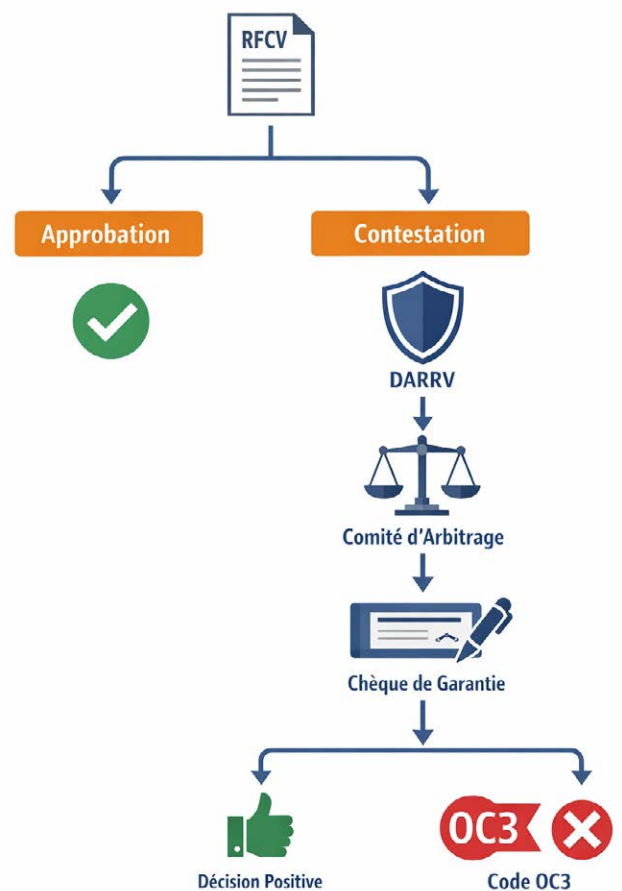
Le commissionnaire en douane agréé établit un chèque de garantie à l'ordre du Directeur des Enquêtes Douanières.

### Étape 6 : Décision du CAV

**Si l'avis est favorable à l'importateur :** Le contentieux est éteint, les poursuites sont abandonnées, et le chèque de garantie est restitué. Fin du processus.

**Si l'avis est défavorable à l'importateur :** Une liquidation des droits et taxes de douane est générée automatiquement et notifiée aux parties. Le chèque de garantie peut alors être encaissé par la douane. Fin du processus.

## Contestation de la valeur en douane

29-30 OCT 2026 **SOFITEL HÔTEL IVOIRE**14<sup>e</sup>  
édition

Thème :  
**CAPITAL HUMAIN,  
LEVIER STRATÉGIQUE  
POUR L'AFRIQUE**

CGECI Academy 2026

CO-HOST 20

SPONSOR LAUREN IFCG

CGECI "Le Patronat Ivoirien"

## Economie et Diversification

## Conjoncture du mois de février selon la BCEAO

La BCEAO publie mensuellement les indicateurs de conjoncture dans l'UEMOA (indicateurs du climat des affaires, de la production industrielle, du chiffre d'affaires (commerce et services marchands), des services financiers et des effectifs employés).

Le mois de février 2026 est caractérisé par une progression de l'indicateur du climat des affaires et des indicateurs d'activités laissant entrevoir une bonne orientation de la conjoncture au cours du mois sous revue.

En effet, **le climat des affaires maintient sa progression** : Au sein de l'UEMOA, l'indicateur du climat des affaires est ressorti à 100,8 au cours du mois de février 2026, au-dessus de sa moyenne de long terme et confirmant le maintien de la confiance des chefs d'entreprises dans l'évolution de la conjoncture économique. L'indice est resté quasi stable par rapport au mois précédent. La Côte d'Ivoire s'inscrit dans une dynamique de progression avec un indice qui se situe à 101,9, en hausse par rapport au mois précédent et affiche l'indice le plus élevé.

## INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES

	Fév 2025	Déc. 2025	Janv. 2026	Fév. 2026 (*)
Côte d'Ivoire	101,0	101,6	101,7	101,9 ↗
UEMOA	100,9	100,9	100,8	100,8 →

Source : BCEAO - (\*) Données provisoires

**Renforcement du rythme de progression du chiffre d'affaires dans le commerce** : On note une progression de 4,7% de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce en février 2026, après une hausse de 1,9% enregistrée un mois plus tôt, traduisant une consolidation de la reprise des activités commerciales. Cette progression s'explique principalement par la hausse des ventes de matériels roulants (Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Niger), l'augmentation des flux de ventes de produits pétroliers et de biens alimentaires (Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Niger) et la bonne tenue du commerce d'équipements domestiques en Côte d'Ivoire et de produits pharmaceutiques au Mali.

En Côte d'Ivoire, on enregistre une progression de 7,8% de l'ICA Commerce au cours du mois sous revue.

**Poursuite du rythme de progression des activités dans les Services Marchands** : L'activité dans les services marchands au sein de l'UEMOA a poursuivi sa croissance, bien qu'à un rythme légèrement moins soutenu que le mois précédent. L'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands est passé de 7,8% en janvier 2026 à 6,0% au cours du mois de février 2026. Ce renforcement de l'activité est porté par les services de transport et d'entreposage (notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo), les services d'hébergement et de restauration (Côte d'Ivoire et Niger), les activités immobilières (Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Niger) et les services scientifiques, techniques, de communication et de soutien (Burkina, Côte d'Ivoire, Niger et Togo).

En Côte d'Ivoire, on enregistre une hausse de l'ICA services (6,5% en février 2026 contre 8,5% le mois précédent).

**Maintien du rythme de progression dans les services financiers** : En février 2026, l'indice du chiffre d'affaires dans les services financiers de l'Union a gardé le même rythme de progression que le mois précédent (15,4%). Cette performance traduit le maintien d'une orientation favorable des services d'intermédiation dans le secteur financier de l'Union.

En Côte d'Ivoire, l'indice a progressé de 15,6% en février 2026.

**Ralentissement du rythme de progression de la production industrielle** : L'indice de la production industrielle dans l'UEMOA a progressé de 3,8% en février 2026 sur un an, après une hausse de 5,1% en janvier 2026 en lien avec l'accroissement de la production de pétrole brut en Côte d'Ivoire et au Sénégal ainsi que de la production extractive au Burkina et au Sénégal et le regain d'activité dans la transformation de textile (Bénin, Burkina et Côte d'Ivoire) et la fabrication de biens alimentaires et boissons (Burkina, Côte d'Ivoire et Sénégal)

**Maintien des tensions inflationnistes** : Le taux d'inflation est ressorti à -0,1% en février 2026 après -0,5% en janvier 2026 soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage. Cette accélération est due essentiellement à la hausse des prix des composantes « Loisirs et cultures », « Logement » (+0,3 pdp), et « Habillement » (+0,1 pdp). Cette évolution a été accentuée par une baisse de moindre ampleur des coûts des produits alimentaires (-2,1% après -3,1%).

**Taux d'intérêt débiteurs des banques** : Hausse de 15 points de base des taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de février 2026 passant de 6,93% en janvier 2026 à 7,08% en février 2026. En Côte d'Ivoire, les taux sont passés de 6,26% à 6,50% en février 2026.

**Taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme** : Hausse des taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme. Ils se sont établis à 5,39% en février 2026 contre 5,26% le mois précédent. Ceux de la Côte d'Ivoire sont passés de 4,82% le mois précédent contre 4,92% au cours du mois sous revue.

**Coûts salariaux** : Hausse des coûts salariaux dans l'Industrie au sein de l'Union. Même tendance en Côte d'Ivoire.

## OPINION SUR LES COÛTS SALARIAUX

	Fév 2025	Déc. 2025	Janv. 2026	Fév. 2026 (*)
Côte d'Ivoire	↗	→	→	↗
UEMOA	↘	→	→	↗

Source : BCEAO Baisse : ↘ Stable : → Hausse : ↗

**Effectif des employés** : L'effectif des employés dans l'industrie a progressé en février 2026 par rapport au mois précédent. La Côte d'Ivoire enregistre aussi une hausse de l'effectif de ces employés.

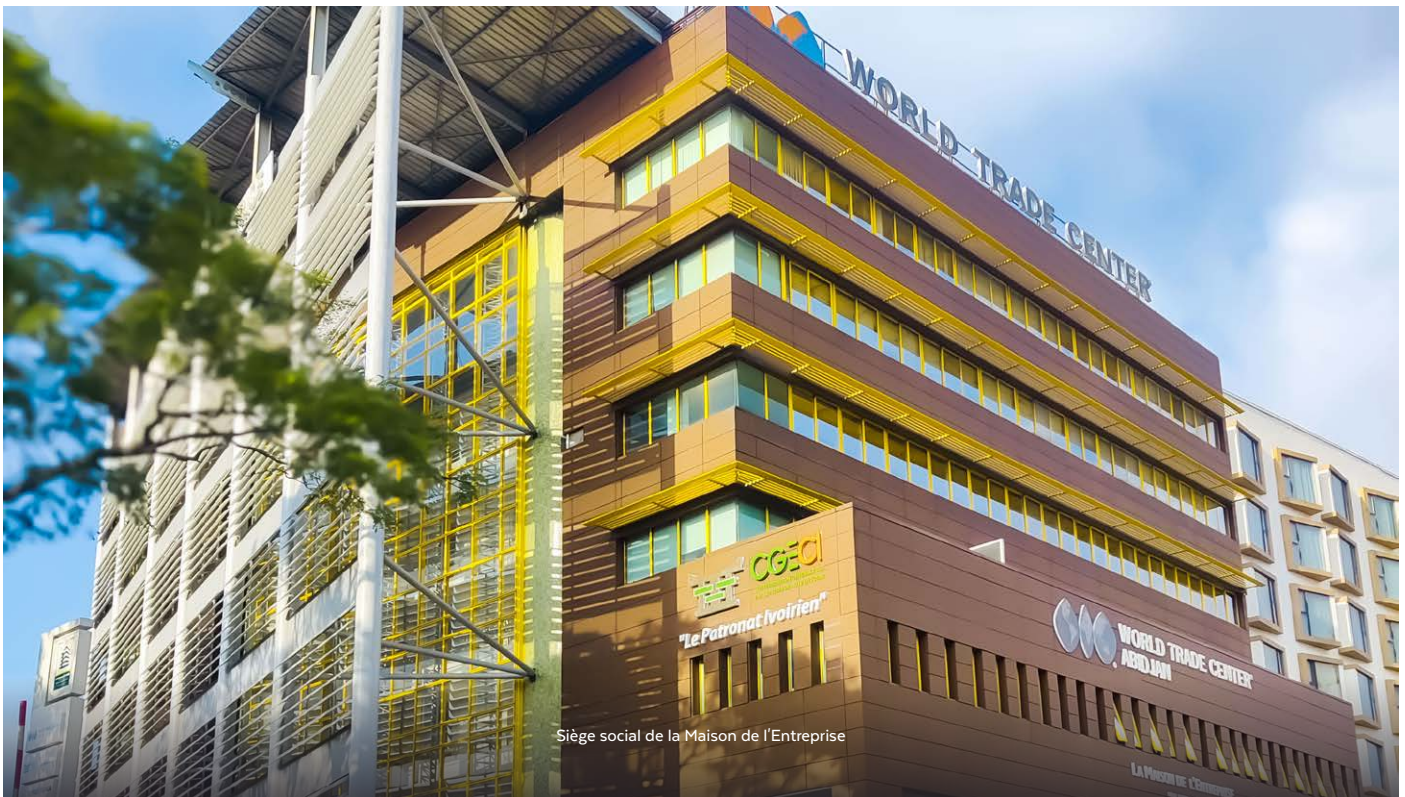
## OPINION SUR LES EFFECTIFS EMPLOYES

	Fév 2025	Déc. 2025	Janv. 2026	Fév. 2026 (*)
Côte d'Ivoire	→	→	→	↗
UEMOA	→	↘	↗	↗

Source : BCEAO Baisse : ↘ Stable : → Hausse : ↗

Renforcer les synergies au sein du Secteur privé

# Une priorité stratégique pour la CGECl



Siège social de la Maison de l'Entreprise

Acteur majeur du développement économique national, la CGECl occupe une place centrale dans le dialogue public-privé en Côte d'Ivoire. En tant qu'interlocuteur privilégié des autorités ivoiriennes et des partenaires techniques et financiers, la Confédération joue un rôle structurant dans la dynamique de compétitivité et de performance du Secteur privé. Conformément à cette vocation, son Plan Stratégique 2023-2026 a inscrit, au sein de l'objectif stratégique 10, une ambition forte : accroître la synergie entre les groupements et associations du Secteur privé présents en Côte d'Ivoire.

Cet objectif répond à un enjeu essentiel : améliorer la cohérence, la collaboration et l'impact collectif des organisations professionnelles, afin de soutenir un Secteur privé plus résilient, mieux structuré et capable de porter des initiatives d'envergure nationale. Pour y parvenir, deux mesures clés ont été définies de façon opérationnelle.

La première mesure vise à favoriser une coopération renforcée entre les organisations membres de la CGECl. Dans les faits, il s'agit de créer des cadres de rencontres réguliers, d'encourager des concertations thématiques et de promouvoir des initiatives inter-organisationnelles. L'objectif est double : (i) renforcer la cohésion et la circulation de l'information entre acteurs de la CGECl et (ii) stimuler la création de partenariats économiques, notamment par des mécanismes de sous-traitance ou de co-développement entre entreprises de tailles différentes.

La deuxième mesure étend la vision de synergie à l'ensemble de l'écosystème économique ivoirien. Il s'agit pour la CGECl d'établir des ponts structurés avec les associations non membres, afin de renforcer son rôle fédérateur et d'éviter une fragmentation des initiatives privées. Cette ouverture permettra d'élargir le champ de représentation patronale, d'intégrer de nouvelles expertises sectorielles et de consolider un dialogue inclusif avec l'État.

A travers ces mesures, la CGECl confirme sa volonté de promouvoir un Secteur privé uni, collaboratif et performant, en cohérence avec sa mission de catalyseur du développement économique national.

CGECl "Le Patronat Ivoirien" | AFD | AFD | UNICEF | UNICEF

**AFRICAN DIGITAL WEEK 2026**

5<sup>e</sup> édition

**TECHNOLOGIES ÉMERGENTES : FAÇONNER L'AFRIQUE DE DEMAIN**

Échanger, Réseauter et Bâtir l'Afrique numérique

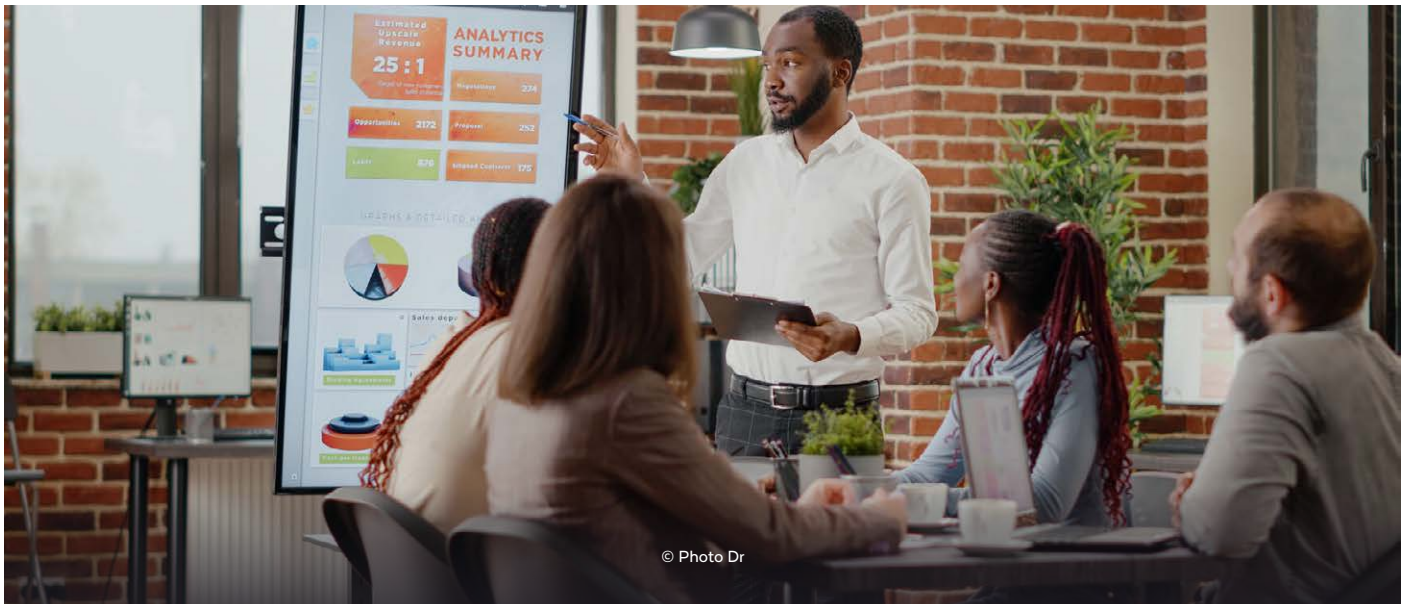
1<sup>er</sup> > 2 JUILLET 2026 | SOFITEL HÔTEL IVOIRE | COCODY, ABIDJAN

(+225) 07 88 88 67 67 / 27 20 33 02 24

Suivez-nous sur : ADW | Facebook | Instagram | Twitter

## Formation certifiante en Excellence opérationnelle

# La CGECI et OpEx Africa s'unissent pour booster la compétitivité des entreprises ivoiriennes



© Photo Dr

Dans un environnement économique mondial de plus en plus compétitif, où le changement est la seule constante, la capacité d'une entreprise à s'améliorer en permanence n'est plus un luxe mais plutôt une nécessité. C'est dans cette optique que la CGECI, à travers son Centre d'Appui et de Développement des Entreprises (CADE), s'associe au cabinet OpEx Africa pour proposer une formation certifiante en Excellence Opérationnelle (OpEx), du 27 au 30 avril 2026.

## Qu'est-ce que l'Excellence Opérationnelle ?

Souvent attribuée au Dr. Joseph Juran, l'Excellence Opérationnelle (OpEx), plus qu'un simple outil de gestion, est un ensemble de concepts stratégiques qui alignent les objectifs individuels sur ceux de l'entreprise, en s'articulant autour de trois axes fondamentaux : l'amélioration continue, l'efficacité et l'efficacéité. Elle permet aux organisations de créer un cadre où chaque collaborateur contribue activement à la performance collective, à la satisfaction client et à la pérennité de l'entreprise.

## Un programme structuré, orienté résultats

Dispensée en mode "Blended-Learning", cette formation de 4 jours couvre 8 modules alignés sur les normes ISO 9001, ISO 13053 et ISO 18404. Elle conduit les participants vers les deux premiers niveaux de certification Lean Six Sigma :

- ⊙ Lean Six Sigma White Belt (LSSWB) : sensibilisation aux fondamentaux de la démarche et à la lutte contre le gaspillage de ressources.
- ⊙ Lean Six Sigma Yellow Belt (LSSYB) : maîtrise approfondie des concepts, outils et techniques OpEx pour piloter des projets d'amélioration des processus.

Les participants bénéficieront de 3 cas pratiques et 7 workshops immersifs – du Kaizen event au Gemba walk, en passant par la méthodologie PDCA/PDSA et la fiche A3 de résolution de problèmes – pour ancrer immédiatement la théorie dans leur réalité professionnelle.

## Une formatrice de renommée internationale

La formation sera animée par Mme Sakanogo Karidja, Directrice-Fondatrice d'OpEx Africa et de BRAINS Consulting. Forte de plus de vingt ans d'expérience aux États-Unis et en Afrique de l'Ouest, certifiée Lean Six Sigma Black Belt (LSSBB) et Project Management Professional (PMP®), elle a accompagné une trentaine de projets d'amélioration des processus dans des secteurs aussi variés que la banque, la santé, l'industrie et l'agroalimentaire. Sa pédagogie adaptée (andragogie) garantit une assimilation optimale pour tous les profils de participants.



**Certification & Évaluation :** Le certificat est obtenu après réussite d'un QCM de 50 questions (score minimum : 80%). En cas d'échec, une seconde tentative est autorisée 48h après.



**Bonus inclus :** coaching post-formation de 2 mois et session collective pour les équipes d'une même entreprise.



**Coût de participation :** 600 000 FCFA (Cabinet agréé FDFP)

Ne manquez pas cette opportunité unique de faire monter en compétences vos équipes managériales.

**Infoline : M. Pacôme Egue**  
+225 07 57 02 26 25 – [pacome.egue@cgeci.ci](mailto:pacome.egue@cgeci.ci)

Accompagnement à l'international

# L'Angola, un eldorado d'affaires au cœur de l'Afrique australe



## Géographie

**Superficie :** 1 246 700 km<sup>2</sup>  
**Frontières :** la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo, la Zambie et la Namibie  
**Capitale :** Luanda  
**Population :** 37,8 millions d'habitants (2025)  
**Langue officielle :** portugais  
**Croissance démographique :** 3,0% (2023)  
**IDH :** 0,616 (148<sup>ème</sup>) (2025)



## Politique

**Nom officiel :** République d'Angola  
**Nature du régime :** Présidentiel  
**Nom du Dirigeant/Roi :** M. João Lourenço (depuis 2017)  
**Fête nationale :** 11 novembre



## Économie

**Monnaie :** Kwanza - 1 AOA = 0,67 F CFA  
**PIB à prix courants :** 101,00 (milliards \$ US) (2024)  
**PIB par habitant :** 2845,48 \$ US (1,58 Millions FCFA)  
**Inflation, déflateur du PIB (% an) :** 24,60 (2024)  
**Transparency International :** 121<sup>ème</sup> (2024)

République d'Afrique australe de plus de 36 millions d'habitants, l'Angola est le troisième plus grand pays du continent par la superficie et l'une des trois premières économies d'Afrique subsaharienne, avec un PIB avoisinant 102 milliards USD en 2023. Deuxième producteur de pétrole d'Afrique et sixième producteur mondial de diamants, le pays dispose également d'atouts diversifiés dans l'agriculture, la pêche, les infrastructures et le BTP. Sa capitale, Luanda, s'affirme comme l'un des centres d'affaires les plus dynamiques du continent. Fait notable, depuis juin 2025, l'Angola a rendu l'apprentissage du français obligatoire dès le troisième cycle du primaire et a été admis comme membre observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en octobre 2024, ouvrant de nouvelles perspectives de rapprochement avec les pays francophones d'Afrique.

### Des économies complémentaires, une ambition commune

La Côte d'Ivoire et l'Angola présentent des profils économiques hautement complémentaires. Toutes deux sont des locomotives régionales, l'une en Afrique de l'Ouest, l'autre en Afrique australe - portées par des ressources naturelles abondantes, une volonté affirmée de diversification économique et un Secteur privé en pleine expansion. Cette complémentarité crée un terrain fertile pour des partenariats stratégiques mutuellement bénéfiques.

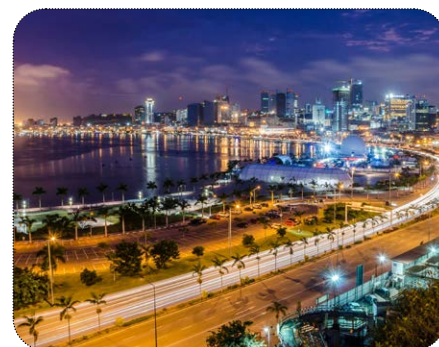
### Des opportunités concrètes pour les investisseurs ivoiriens

Les secteurs porteurs pour les entreprises ivoiriennes sont nombreux. Dans l'énergie et les hydrocarbures, des échanges d'expertise dans la gestion des ressources pétrolières et gazières ainsi que dans les énergies renouvelables sont envisageables. Dans l'agriculture et l'agro-industrie, le savoir-faire ivoirien dans la transformation du cacao, du café et de l'anacarde constitue un atout différenciant pour le développement de filières en Angola. Le BTP et les infrastructures offrent également de larges perspectives, le pays investissant massivement dans le logement social, les routes et les zones économiques spéciales. La finance, la logistique, la pêche et la formation professionnelle complètent ce panorama d'opportunités.

Pour sécuriser ces investissements, l'Angola a réformé en profondeur son cadre légal. La Loi sur l'Investissement Privé (Lei n° 10/18 de 2018) garantit un traitement non-discriminatoire, la protection contre l'expropriation sans indemnisation, le libre rapatriement des bénéfices, ainsi que des avantages fiscaux gérés par l'AIPEX, guichet unique dédié aux investisseurs étrangers.

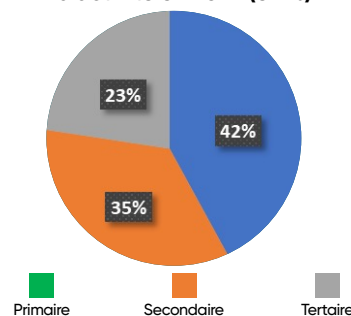
### Une dynamique bilatérale en marche

Le rapprochement entre les deux pays se concrétise déjà. La signature d'un Accord de Promotion et de Protection des Investissements (APPI) pose un cadre sécurisé pour les échanges bilatéraux. Le lancement, le 6 avril 2026, de la liaison aérienne directe Abidjan Luanda par TAAG Angola Airlines -trois vols hebdomadaires, avec connexions vers Lisbonne, Johannesburg, Le Cap et São Paulo - facilite désormais la mobilité des hommes d'affaires. Le Forum économique Côte d'Ivoire - Angola, tenu à Abidjan en juin 2024, a par ailleurs jeté les bases de partenariats concrets entre acteurs économiques des deux pays.



Luanda

Répartition du PIB par secteur d'activité en 2024 (en %)



Source : Banque Mondiale (BM)

### ECHANGES COMMERCIAUX BILATERAUX

a. Evolution du commerce extérieur entre l'Angola et la Côte d'Ivoire de 2022 à 2024

AGREGAT		ANNEE		
		2022	2023	2024
Exportation de l'Angola vers le RDM	Milliards \$ US	23 334	26 026	33 032
	Milliards de FCFA	12,97	14,47	18,36
Importation de l'Angola depuis le RDM	Milliards \$ US	8 322	34 208	5 564
	Milliards de FCFA	4,63	19,02	3,09
Balance commerciale	Milliards \$ US	15 012	-8 182	27 468
	Milliards de FCFA	8,35	-4,55	15,27

Source : International Trade Center - Trade Map

### ECHANGES COMMERCIAUX BILATERAUX

b. Evolution du commerce extérieur entre l'Angola et le Reste Du Monde (RDM) de 2022 à 2024

AGREGAT		ANNEE		
		2022	2023	2024
Exportation de l'Angola vers le RDM	Milliards \$ US	51 268 600	38 732 408	39 250 263
	Milliards de FCFA	28 499,70	21 530,96	21 818,83
Importation de l'Angola depuis le RDM	Milliards \$ US	17 710 712	15 749 426	13 945 979
	Milliards de FCFA	9 845,21	8 754,95	7 752,43
Balance commerciale	Milliards \$ US	33 557 888	22 982 982	25 304 284
	Milliards de FCFA	18 654,49	12 776,01	14 066,40

Source : International Trade Center - Trade Map

## Les Journées Techniques Bernabé

# Le rendez-vous incontournable des professionnels du BTP, de l'industrie et de l'énergie



M. Hussein Beydoun, PDG de Yeshi Group, propriétaire de Bernabé

Après une période d'attente qui n'a fait qu'accroître l'intérêt des opérateurs économiques, la capitale ivoirienne a accueilli, du 26 au 28 mars 2026, la 5<sup>ème</sup> édition des Journées Techniques Bernabé (JTB) au SuperKart d'Abidjan.

Ce rendez-vous majeur, devenu une institution pour les professionnels du BTP, de l'industrie et des mines, s'est ouvert sous le thème central des « solutions concrètes et innovantes pour un marché en mutation », rassemblant une pléiade d'exposants internationaux et d'experts de haut niveau.

L'événement a permis de mettre en lumière les dernières avancées technologiques en matière d'outillage, de

protection individuelle et de solutions énergétiques, répondant ainsi au déficit de modernisation de certains secteurs clés de l'économie réelle.

Au-delà de la simple exposition commerciale, ces trois journées ont été marquées par des démonstrations techniques en direct et des laboratoires de réflexion où l'État et le Secteur privé ont convergé vers la nécessité d'un transfert de compétences accru pour accompagner les grands chantiers d'infrastructures du pays.

En favorisant ces synergies directes entre fabricants et utilisateurs finaux, Bernabé Côte d'Ivoire réaffirme sa position de partenaire stratégique de l'industrialisation africaine, transformant ce salon en un véritable carrefour de décisions où s'est dessiné, à travers des recommandations fortes, l'avenir d'une industrie plus résiliente et souveraine au sein de la sous-région.

Global Business Forum 2026 de la WTCA

# Les enjeux de la participation de la CGECI



La World Trade Centers Association (WTCA) s'affirme aujourd'hui comme un réseau de solidarité économique et de coopération commerciale sans précédent, regroupant plus de 300 établissements répartis dans près de 100 pays. Cette organisation internationale a pour mission de faciliter le commerce mondial en offrant aux entreprises des services de conseil, des infrastructures de classe mondiale et un accès direct à des écosystèmes d'affaires sécurisés. Véritable trait d'union entre les continents, la WTCA joue un rôle moteur dans la structuration des échanges et le renforcement des capacités des entreprises locales à l'échelle globale.

Le point d'orgue des activités de ce réseau demeure le Global Business Forum (GBF), un événement d'envergure mondiale conçu pour catalyser les investissements et les partenariats stratégiques. Pour l'édition 2026, qui se tient du 19 au 22 avril à Philadelphie, le forum met l'accent sur des thématiques d'avenir telles que l'intelligence artificielle, la durabilité et les sciences de la vie. Au-delà des panels de haut niveau, le GBF se distingue par sa plateforme de mise en relation d'affaires (B2B), permettant aux décideurs de transformer des échanges institutionnels en opportunités commerciales concrètes.

Dans cette dynamique de rayonnement international, le Président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), M. Ahmed Cissé, prendra part à ce rendez-vous majeur. Sa présence à la tête de la délégation du Patronat ivoirien souligne l'importance stratégique de ce forum pour le Secteur privé national. En participant activement aux travaux de la WTCA, le Président Ahmed Cissé réaffirme l'ambition de la Côte d'Ivoire de se positionner comme un acteur incontournable du commerce mondial et de bâtir des synergies durables avec les investisseurs issus de tous les horizons géographiques.

Une publication exclusive dédiée aux informations



"Le Patronat Ivoirien"

100 PAGES

25 000 FCFA

EDITORIAL  
AHMED CISSEREMERCIEMENTS  
BERNARD N'DOUMI

LE LIVRE ÉVÈNEMENT

## BARÈME DES SALAIRES

Le guide de l'employeur et du salarié

DISPONIBLE À LA MAISON DE L'ENTREPRISE  
SIÈGE SOCIAL DE LA CGECI ET DU WORLD TRADE CENTER

Trombinoscope des activités de la CGECI



Mme Mandjé Touré ( à gauche) a été nommée Secrétaire Exécutive par intérim de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPA) . Elle succède à ce poste à M. Diallo Ousseyné ( à droite)



Mme Roseline Baroan, (à gauche) lors de la passation des charges avec M. Nagolo Soro à la tête de la Commission Environnement des Affaires et Compétitivité (à droite)



M. Thierry Koffi, nouveau Président de la Commission Emploi et Relations Sociales (à gauche) a succédé à M. Mar Mao (à droite) à la tête de la Commission



Mme Néné Fofana, nouvelle Présidente de la Commission Economie Numérique et Entreprise Digitale (à gauche) a succédé à Mme Gertrude Koné (à droite) à la tête de la Commission



Mme Patricia Zoundi-Yao, Administratrice et Présidente du Mouvement des PME - MPME (à droite) a succédé à M. Patrick Assi à la tête de la Commission Développement des PME et Financement (à gauche)



Le Directeur Exécutif de la CGECI, Stéphane Aka-Anghui a participé en visio-conférence à la récente conférence organisée par le Club Afrique de l'Ecole de Guerre Economique

29-30 OCT  
2026

SOFITEL HÔTEL IVOIRE

Thème :

**CAPITAL HUMAIN,  
LEVIER STRATÉGIQUE  
POUR L'AFRIQUE**

14<sup>e</sup>  
édition



100 PAGES

**25 000 FCFA**



EDITORIAL  
AHMED CISSE

REMERCIEMENTS  
BERNARD N'DOUMI

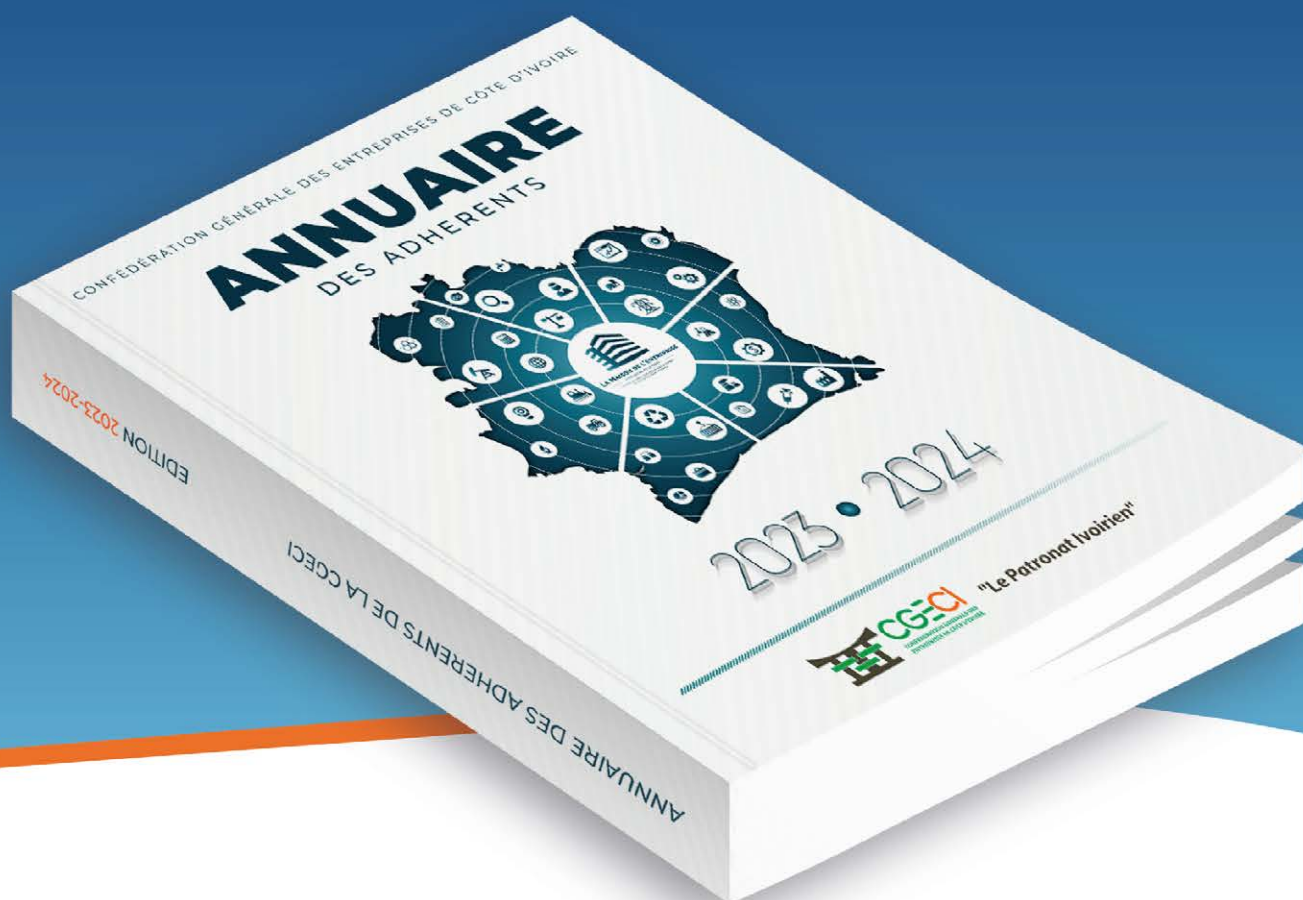
LE LIVRE ÉVÈNEMENT

# BARÈME DES SALAIRES

Le guide de l'employeur et du salarié

DISPONIBLE À LA MAISON DE L'ENTREPRISE, SIÈGE SOCIAL DE LA CGECI ET DU WORLD TRADE CENTER

# L'ANNUAIRE DES CHAMPIONS QUI BÂTISSENT LA CÔTE D'IVOIRE



L'OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR **CONNAÎTRE**,  
**CONNECTER** ET **CONCLURE** DES AFFAIRES AVEC  
LES ACTEURS CLÉS DU SECTEUR PRIVÉ IVOIRIEN.

**DISPONIBLE EN STOCK LIMITÉ** PRIX ADHÉRENTS : 25.000 FCFA  
PRIX NON-ADHÉRENTS : 40.000 FCFA

**COMMANDEZ DÈS MAINTENANT VOTRE KIT ENTREPRISE !**



“

**LA QUALITÉ, CE N'EST PAS UNE RÉPARATION RAPIDE OU TEMPORAIRE, C'EST UN PROCESSUS D'AMÉLIORATION CONTINUE.**

**A. FEIGENBAUM**

**CE PROCESSUS D'AMÉLIORATION CONTINUE CONCERNE TOUT LE MONDE ET INVITE CHACUN AU DEVOIR DE COOPÉRATION.**

**ENSEMBLE, RELEVONS LE DÉFI DU MEILLEUR !**